

FINANCES PUBLIQUES LIQUIDÉES, USAGERS SACRIFIÉS !

Vous avez l'habitude d'être reçu dans votre centre des Finances Publiques avec un maximum de professionnalisme de notre part.

Aujourd'hui, il est devenu impossible pour nous, agents des Finances Publiques de remplir nos missions et de répondre correctement à vos attentes !

Entre 2002 et 2016, les gouvernements successifs ont **supprimé 35 000 emplois** dans notre administration, alors que dans le même temps les statistiques réalisées par notre propre direction montrent que la demande de renseignements au guichet et au téléphone ne cesse d'augmenter.

Cette année, le projet de loi de Finances 2017 prévoit encore **1815 suppressions** d'emplois, un véritable Waterloo pour le service public.

Notre direction ne cesse d'éloigner le service de l'utilisateur. Pour **la Seine Maritime**, au 1er janvier 2016, les trésoreries du Tréport, La Feuillie et St Aubin les Elbeuf ont fermé. Au 1er janvier 2017, ce seront Offranville, Fauville, les services cadastraux d'Yvetot et de Dieppe - au 01/09/2017- qui seront supprimés. Sont également menacés à très court terme les services de Publicité Foncière d'Yvetôt, de Dieppe et de Neufchâtel.

S'agissant des professionnels, la mise en place d'expérimentation de travail à distance laisse présager la disparition des SIE (Services Impôts des Entreprises) de proximité. Des plates-formes téléphoniques ainsi que des centres de contact sont développés. Ils déshumanisent l'accueil fiscal, dans un contexte économique difficile qui entraîne une augmentation des demandes de délais et gracieux notamment pour les contribuables en difficulté.

Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu n'apportera aucune simplification pour les particuliers qui continueront de remplir une déclaration qui pourrait s'avérer plus complexe que l'actuelle !

Alors que 80% des foyers fiscaux sont déjà mensualisés, les contribuables se retrouveront face à une usine à gaz, dont le seul résultat sera de fournir de la trésorerie aux grandes entreprises !

L'intersyndicale s'oppose donc unanimement à cette mesure. Faute de moyens suffisants, nos services ne pourront pas fournir l'accueil et les renseignements face à cette réforme.

Pour les usagers sacrifiés, le « sabotage » de notre ministère signifiera **des files d'attente qui s'allongent**, notamment pendant la période de déclaration de l'impôt sur le revenu, des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière.

Aujourd'hui, vous venez pour être écoutés, renseignés et trouver une solution à votre situation personnelle. Cela est encore possible grâce aux personnes derrière les guichets ! Demain, pour avoir cette même qualité, il faudra aller soit à Rouen, Dieppe ou Le Havre sinon ce sera par internet et toute son « humanité »....

**ENSEMBLE DEFENDONS
NOS SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ.**